

n'aient pas atteint le sommet dans une campagne faite de scandales où la presse centriste s'est certainement classée, au premier rang, entr'autres reportages à effet, pour impressionner « l'homme de la rue ».

Ce n'est donc pas sur des données de faits que se détermine une disposition générale pour attribuer à Hitler l'initiative de l'incendie, car Van der Lubbe aurait pu prendre les plus grandes précautions, en chargeant ses amis de révéler ses intentions véritables, rien n'aurait empêché que toute la campagne contre la « provocation » ne se déclenche quand même.

Il faudra donc analyser cette mentalité qui conduit directement à considérer que l'attentat, l'acte terroriste, ne soient et ne puissent être autre chose que des machinations indispensables au fascisme pour raffermir son pouvoir et écraser ses adversaires. Cette mentalité découle de deux attitudes centrales, dont l'une est parfaitement logique, et l'autre appartient, de plein droit, à la dégénérescence qui gangrène le mouvement communiste, après la victoire du centrisme, au sein des partis communistes.

Pour démocrates et social-démocrates, le fascisme ne représente pas un mouvement bourgeois ; pour eux le capitalisme ne peut vivre sans la démocratie, et à chaque instant — ils feront croire aux ouvriers, que sinon Bruening, ce sera Hindenburg, ou Von Papen, ou Hugenberg qui n'attendent que l'occasion propice pour passer à l'attaque contre l'invasion fasciste. La terrible expérience italienne ne signifiait pas, du fait de l'inexistence d'un véritable parti communiste en Allemagne, l'impossibilité pour la social-démocratie de répéter la fonction qu'elle occupa en Italie. Bien qu'en Allemagne les conditions se trouvaient être beaucoup plus compliquées pour la réalisation de la fonction de la social-démocratie, celle-ci détenant le pouvoir en Prusse et étant un élément indispensable au jeu de Bruening à l'intérieur du Reichstag, les Severing, Braun et compagnie ont pu quand même s'acquitter honorablement de leur tâche de fossoyeur des organisations prolétariennes. Pendant deux ans le problème, pour le capitalisme, consistait à éviter que les travailleurs emploient leur force et la force de leurs organisations pour livrer, en pleine crise économique, leurs combats de classe. La social-démocratie était à sa place pour défendre à nouveau le capitalisme. Elle disait aux ouvriers que la seule condition pour éviter le « pire », était l'abandon de toute lutte ouvrière, celle-ci ne pouvant que faire le jeu du fascisme.

Lorsque la social-démocratie engage les ouvriers à ne plus se défendre par la violence, à laisser l'initiative de la « violence criminelle » au fascisme, à laisser même se perpétrer les crimes des bandes fascistes, elle reste parfaitement logique avec la fonction historique qui lui revient. Suivant la haute sagesse du social-démocrate, les ouvriers n'auraient par conséquent aucune goutte de sang sur la conscience et pourraient rappeler les gouvernements bourgeois « au sens de leurs responsabilités ».

Le capitalisme libéral et démocratique entendant les « voix » prolétariennes, parviendrait ainsi, grâce à une investiture divine, à retrouver son « âme » malheureusement égarée. Et, en définitive, les prolétaires redeviendraient ces brebis du fidèle troupeau, rappelant leur gardien à l'ordre, pendant que le capitalisme continuerait à administrer les pilules de la liberté et de la démocratie. Cependant l'histoire n'est pas faite de rencontres paisibles entre brebis sortant ou rentrant dans le troupeau et des gardiens, propriétaires, immuables de ce dernier. Mais l'histoire, et l'histoire du capitalisme, est celle des bouleversements économiques et de classe ; et si, faute d'un parti de classe, la crise économique sans issue se rencontre avec une crise sans issue de la révolution, l'organisme social qui n'a pu se reconstituer sur une base prolétarienne, au travers de l'insurrection victorieuse du prolétariat, se reconstitue, se réorganise, relancé qu'il se trouve être dans une direction opposée, sur une base capitaliste pour apparaître désormais au travers du bourreau fasciste.

Les social-démocrates italiens d'abord, allemands ensuite, n'ont-ils pas engagé les ouvriers à guetter la syphilis de Mussolini ou la morphinomanie de Goering, l'opposition du roi d'Italie, ou du président Hindenburg, du libéral Giolitti ou du nationaliste Hugenberg, ou, enfin, le resaisissement ou la révolte de la bourgeoisie

contre le fascisme ? Ainsi les ouvriers se décideront à attendre que le capitalisme les déivre du fascisme : entretemps les occasions, toutes les occasions, pour la lutte prolétarienne seront annulées et l'on arrivera enfin devant ces situations où la bourgeoisie pourra réaliser le bloc des ouvriers autour d'elle, pour le déclenchement de la guerre.

Lors de l'incendie du Reichstag, il était parfaitement concevable — et il ne pouvait en être autrement — que les social-démocrates parlent de la « provocation » contre le capitalisme qui, surpris en janvier 1933 par l'arrivée de Hitler au pouvoir, s'appêtait à se libérer de cette force médiévale par le canal sans doute de M. Hugenberg ou de M. Von Papen. Le socialiste n'est-il pas celui qui prêche la nécessité de l'opposition permanente du prolétariat à la violence ? N'est-il pas l'« anti-violent » par excellence, ainsi qu'il l'a si bien prouvé en Allemagne en 1920 par l'assassinat de milliers de spartakistes ? Mais, sans aucun doute, l'appui à la violence de 1919-1920 avait sa raison, parce qu'elle s'opposait à la lutte d'émancipation des travailleurs, parce qu'elle garantissait le règne du capitalisme. La violence de Van der Lubbe, pouvant compromettre le « retour » (?) de ce capitalisme, devait être considérée comme une provocation. Aussi le geste de Van der Lubbe, voulant signifier la nécessité de la violence comme seule arme de lutte du prolétariat, devait-il se heurter à l'opposition acharnée de la social-démocratie, toute désignée pour occuper une place de premier plan dans la croisade contre le maçon de Leyde. Il avait osé commettre le sacrilège de donner, au parlement allemand une mort héroïque, c'est dans les flammes qu'il voulut faire disparaître cette institution bourgeoise qui préserva le capitalisme de la révolution et qui, pendant quatorze ans, s'était démontré indispensable pour permettre à la bourgeoisie d'extirper toutes les organisations de la classe ouvrière.

**

La montée du fascisme en Italie, l'instauration et le renforcement de la dictature des chemises noires, se sont heurtés à une série d'attentats et d'actes terroristes.

Ceux-ci ne se bornaient pas seulement à la personne de Mussolini, mais surtout, avant la marche sur Rome, s'exprimaient différemment. Ainsi, il y eut la période dite de « l'allumette » qui représente l'incendie d'énormes bois. Notamment à l'occasion de l'incendie des chantiers de St-Marc, le prolétariat de Trieste écrivit une des pages les plus glorieuses de sa lutte.

A aucun moment il ne fut question, de la part des communistes, de considérer qu'il s'agissait là d'actes de provocation. Et pourtant, au moment même où ces attentats se produisaient, les communistes avaient nettement la certitude que le fascisme en aurait profité pour passer à une lutte toujours plus violente contre son avant-garde. Lors de l'attentat du « Diana » en 1921, la panique fut générale et elle engloba même les anarchistes et leur chef incontesté, Malatesta, qui d'ailleurs a donné maintes preuves de courage et de fermeté personnelles. Mais les communistes n'ont jamais participé à ces concerts unanimes contre les attentats et à chaque occasion — ils brisèrent le chœur des lamentations hypocrites et des disculpations peureuses pour en arriver, dans certaines circonstances, à ne pas revendiquer leur opposition de principe aux actes terroristes. Car cela pouvait faire le jeu de l'ennemi qui exploitait ces événements, pour extirper du cerveau de la classe ouvrière, l'idée de la nécessité de la violence. Mais alors le centrisme n'était pas à la direction des partis communistes et, au point de vue de la doctrine, la divergence avec les anarchistes se plaçait nettement sur le terrain de la nécessité de la préparation de l'insurrection, sur la base des mouvements de classe, contre leur thèse de la révolution pouvant résulter d'une multiplication de gestes individuels. De plus, sur le terrain concret, cette divergence se manifestait clairement au travers de la compréhension que les communistes avaient de la lutte ouvrière. Cette dernière ne se déroule pas suivant le schéma militaire d'armées contrôlées et disciplinées, se mouvant en réflexe des mouvements de classe. De ce fait, les communistes passaient ouvertement à l'explication des actes terroristes et des attentats, et s'efforçaient de les encadrer dans le processus de la lutte révolution-